

Septembre 2000 N° 7

EIRENE
Service chrétien international pour la Paix

GVOM
Groupe Volontaires Outre-Mer

Editorial

L'échange, dans le monde de la coopération, a-t-il un sens ?...

Bien sûr, quelle question!
Parfois, pourtant, je m'interroge: L'échange n'est-il pas souvent à sens unique?
A voir nos activités, on pourrait facilement le penser: Du Nord au Sud! Nous soutenons des personnes suisses qui désirent s'engager au Sud. Il s'agit là de mettre en commun des connaissances et d'apprendre d'une confrontation culturelle journalière. Un partage en quelque sorte.
L'idée de partir pour le Sud par solidarité – et intérêt personnel aussi – vient du fait qu'à notre échelle, nous voudrions œuvrer pour rétablir un équilibre absent. Parce que nous savons bien qu'il existe un tout autre type d'échange entre le Nord et le Sud: Le commerce peu équitable, les intérêts d'une dette monstrueuse versés aux banques du Nord, le capital de la nature vampirisé par certaines industries, etc...
Est-ce bien uniquement en partant que nous arriverons à redresser la balance?
Il est vrai que nous allons là-bas pour se mettre au service d'une cause, d'un partenaire, pour appuyer ce dernier, pour renforcer ses capacités. Mais est-ce suffisant?... Force est de constater que ceux qui partent retirent énormément de l'expérience tant au niveau personnel que professionnel. Si tel est le cas, pourquoi ne pas créer les conditions pour que l'inverse se réalise? Je m'explique: Faire en sorte que des gens du Sud viennent chez nous pour nous enseigner quelque chose, nous apporter leur vision des choses, et vivre chez nous la différence. Elles pourraient ainsi accumuler elles aussi ce bagage d'expériences, comme le font nos volontaires et nos stagiaires.
Plus j'y pense, plus je suis convaincue qu'il faut promouvoir une réciprocité des échanges: Je vais chez toi, tu viens chez moi...
Une véritable réciprocité dans l'échange... Ça c'est la part du rêve, car dans la réalité ce n'est pas si évident. Ce sujet est plutôt à l'opposé de l'air du temps, l'administration ne nous facilite pas beaucoup la tâche, et puis, il nous faut bien l'admettre, cela nous demande pour l'instant plus de travail d'accueillir quelqu'un que d'envoyer quelqu'un au Sud!
Heureusement le rêve devient parfois réalité. Il faudrait se donner les moyens pour que ce rêve se réalise plus fréquemment.

B. Faidutti Lueber

Sommaire

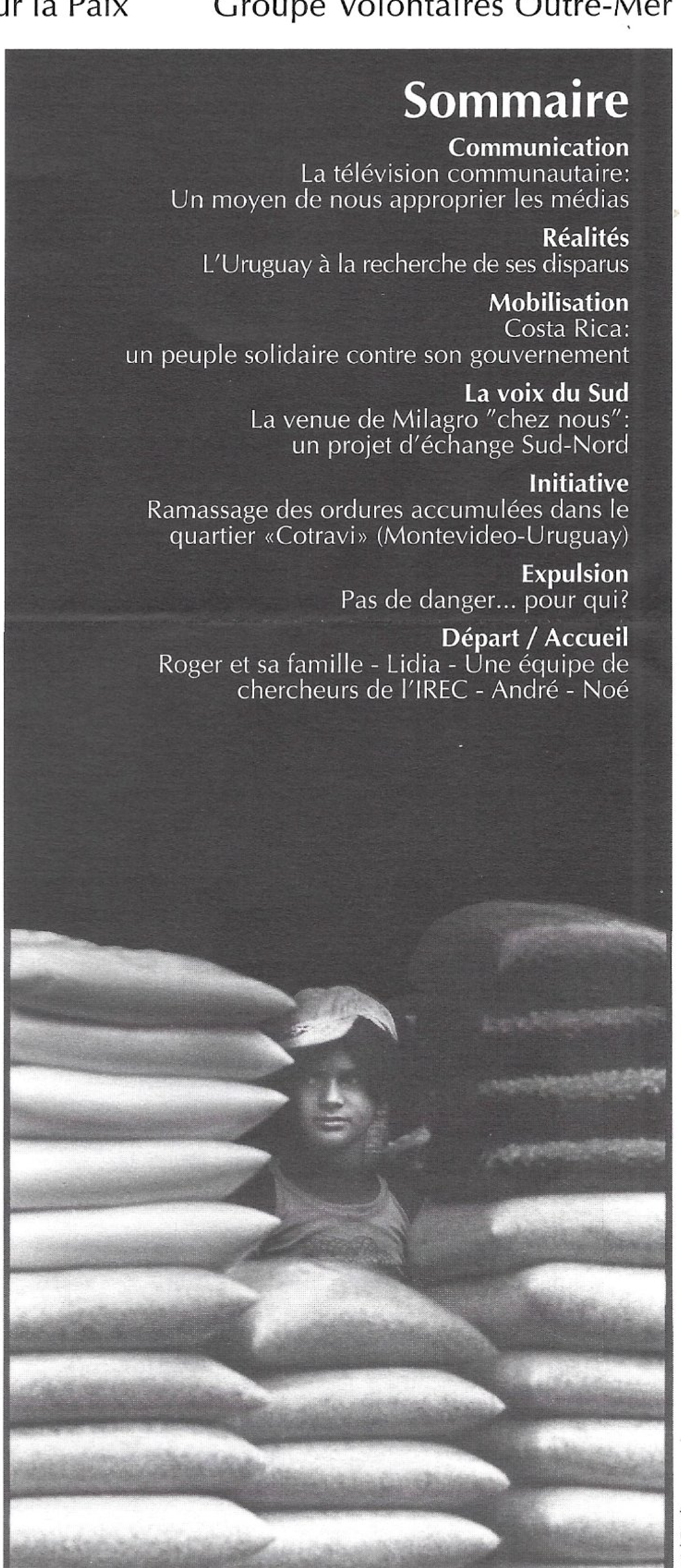


Photo: Daniel Caseli

La télévision communautaire: un moyen de nous approprier des médias

Noé Valladares est un cinéaste/vidéaste salvadorien. Il est responsable du département de communication de l'ONG salvadorienne ACISAM (Asociación de Capacitación e Investigación para la Salud Mental). Il élabore des films et forme du personnel dans les domaines de la communication participative et de la TV communautaire.

Le Salvador, comme la plupart des pays d'Amérique Centrale, a vécu plusieurs guerres et plusieurs paix aussi. Actuellement, les accords de paix signés en 92 ont perdu de leur vigueur initiale, dilués dans la réalité d'un pays en proie à des difficultés économiques et sociales.

Aujourd'hui, en principe, les citoyens ont droit à l'utilisation d'un espace publique mais les medias officiels monopolisent l'information. Le gouvernement soutient ce monopole et s'oppose aux efforts de communication participative. Un exemple en est la fermeture de 17 radios communautaires au moyen d'une intervention policière musclée au mois de décembre de 1995.

C'est dans ce contexte que depuis plus d'une année l'équipe de communication de ACISAM réalise un projet de communication participative avec pour but de contribuer à la réflexion et à la recherche de solutions alternatives aux problèmes communautaires. Pourquoi l'idée d'utiliser la vidéo? Parce qu'il s'agit d'un instrument fascinant capable de séduire par ses images et sa magie, tout en permettant de recréer des réalités, offrant une vision de celles-ci depuis différents angles et sous une nouvelle optique. La modalité que nous utilisons nous l'appelons télévision communautaire et nous la réalisons à travers la projection de vidéos sur la place publique des villages.

En général nous choisissons des communautés représentatives de ce moment historique d'après guerre que vit notre pays, des villages de déplacés de guerre, réfugiés et anciens combattants.

La production
Généralement, nous commençons par nous coordonner avec la Directive Communale pour que celle-ci participe activement et assume des responsabilités dans l'élaboration de la vidéo. Ces coordinations sont déterminantes pour tout le travail, car elles facilitent notre acceptation par la population et stimulent la participation de la communauté tout au long de production. La Directive nous expose son point de vue sur les problèmes, l'histoire et les recours de la communauté.

Ensuite, nous vérifions et enrichissons les informations reçues de la Directive, par le contact direct et les discussions avec les habitants afin de connaître leurs points de vue, souvent différents voire même contradictoires sur ce qui se passe dans leur communauté.

Avec ces informations nous élaborons un scénario, et nous nous installons pendant quelques jours au sein de la communauté avec notre équipement pour filmer des interviews et enregistrer l'information nécessaire.

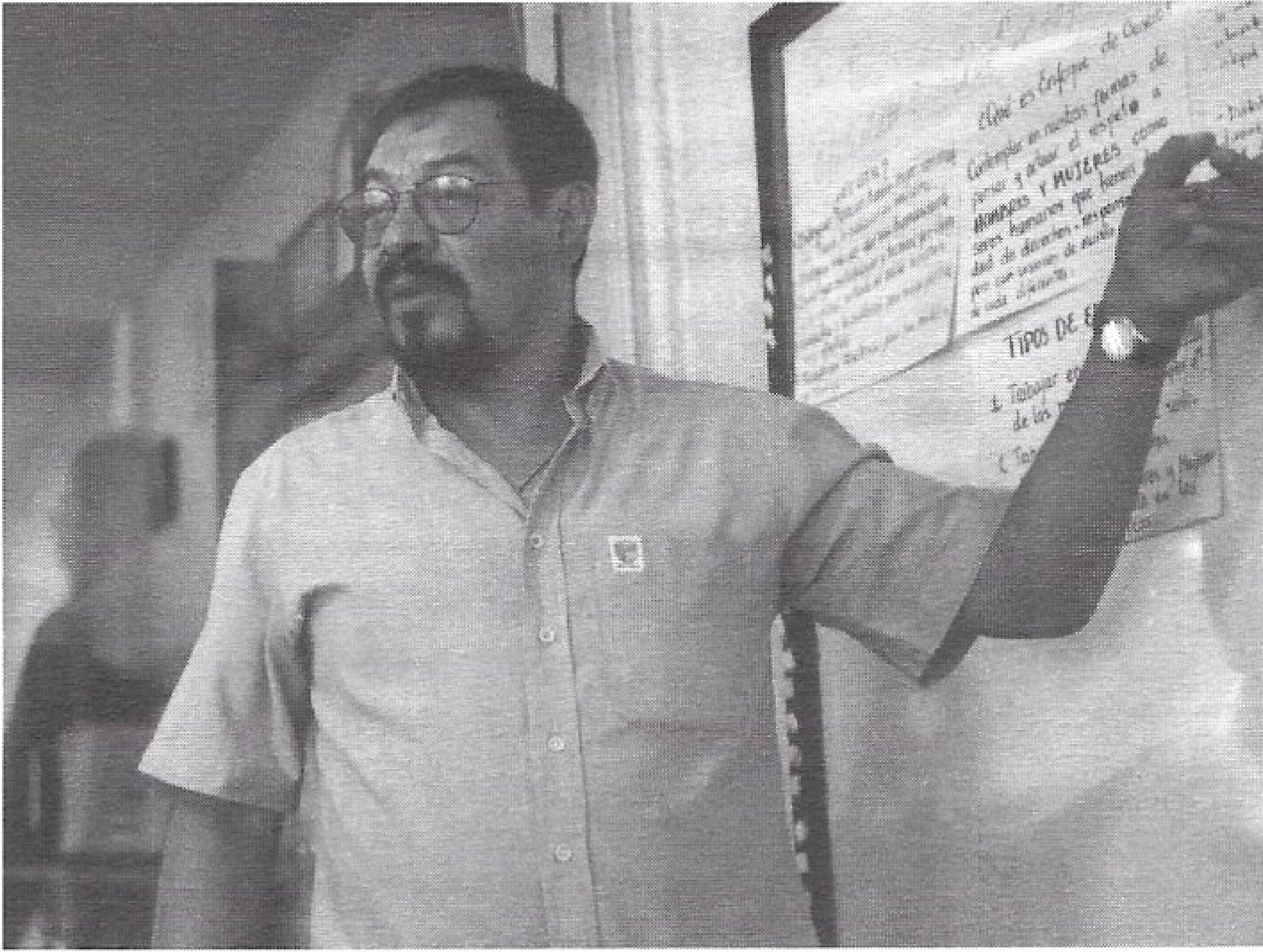
Ensuite cette vidéo sera utilisée par des organisations locales de la zone pour réfléchir sur un ou plusieurs des thèmes filmés. Par exemple le groupe de la pastorale de San Carlos Lempa a utilisé la vidéo pour réfléchir sur la situation de la communauté de son point de vue de chrétiens engagés.

Dans une autre vidéo nous abordons le problème d'un fleuve qui fut dévié pour l'utilisation exclusive d'un grand propriétaire, provoquant ainsi la disparition d'un étang et la mort des poissons. La Directive de la communauté s'est appuyée sur la vidéo pour utiliser ce témoignage et saisir les autorités. Elle a fait valoir les droits de la communauté contre cette agression vis-à-vis d'elle même et vis-à-vis de l'équilibre biologique de la région .

Dans une des communautés un groupe de jeunes s'est intéressé à apprendre à tourner des vidéo. Nous avons accepté de les former dans l'idée que bientôt ils seront à même de réaliser les films et de projeter leur propres programmes.

Nos réflexions
A travers cette expérience, les habitants découvrent que le vidéo n'est pas uniquement là pour le divertissement, mais aussi pour réfléchir et aider leur communauté à chercher et trouver des solutions à ses problèmes.
La TV communautaire présente les problèmes quotidiens avec une certaine distance. Les gens se trouvent valorisés par la caméra et le regard des autres, et ils découvrent les richesses cachées de leur village. La video permet aussi la réflexion critique et rend publiques les "ragots du village" afin de les affronter directement.

La TV communautaire c'est comme un miroir qui permet aux gens de voir leur image avec l'avantage de pouvoir l'améliorer. Pour nous le défi de cette expérience est d'aider à unifier les liens de communication détruits par la guerre.



Noé en réunion de travail chez (ACISAM). Photo: Daniel Caseli

Noé Valladares, volontaire de GVOM au Salvador

Noé Valladares sera en Suisse aux mois de novembre et décembre 2000 pour présenter la démarche de l'ACISAM d'utilisation de la TV communautaire au Salvador.

Réalités

L'Uruguay à la recherche de ses disparus

Quinze ans après la restauration démocratique, l'Uruguay n'en finit pas de panser les plaies de la dictature et évalue les troisièmes élections libres.[1]

Suite à une réforme constitutionnelle, l'Uruguay a conclu par les élections municipales de mai un processus électoral de plus d'une année. Les changements introduits par la réforme sont, entre autre, la séparation des élections municipales des élections nationales. Ces dernières ont été modifiées par la possibilité d'un ballotage au cas où aucun des candidats n'obtiendrait la majorté absolue au premier tour.

Une réforme électorale "bien orientée"

Chaque parti doit présenter un candidat unique à l'élection présidentielle, et cette élection interne à chaque parti a eu lieu en avril de l'année passée. En octobre ce fut le tour de l'élection nationale. Pour la première fois dans l'histoire de l'Uruguay, le *Frente Amplio*, (traduit littéralement Front Ample) une coalition de partis de gauche, remporta la majorité des votes. Toutefois, il n'atteint pas la majorité absolue et il y eu donc ballotage, et c'est le candidat du Parti *Colorado*, le Dr. Jorge Batlle, qui remporta la présidence en novembre lors du 2ème tour. Le parti au pouvoir depuis ces 5 dernières années parvenait ainsi à se maintenir à la présidence.

Au dire de nombreux politologues, la réforme constitutionnelle - et l'introduction du ballotage - avait pour but d'éviter la victoire du *Frente Amplio*. Elle a donc rempli sa fonction puisqu'avec l'ancien système, le *Frente Amplio* serait sorti vainqueur de l'élection présidentielle.

Lors des élections municipales de mai dernier, le *Frente Amplio* a confirmé sa suprématie recevant la majorité des votes. Toutefois, il n'a remporté que le gouvernement du département de Montevideo, avec la réelection de son maire sortant, Mariano Arana. Le parti *Colorado* gouverne 5 des 19 départements (2 de moins que lors de la législation passée) et le parti *Blanco* 13.

La résurgence des disparus

Malgré l'apparente continuité des pouvoirs, des enjeux importants, dans le domaine des droits humains reviennent à l'ordre du jour. Alors que le président sortant J.M. Sanguinetti niait l'existence de prisonniers politiques et d'enfants disparus pendant la dictature, Jorge Batlle a adopté d'entrée de jeu une position différente et s'est engagé à faire la lumière sur les séquestres d'enfants par les militaires. Leur nombre atteint 500 dans les pays du *Cono Sur*[2] où fut menée l'Opération Condor: Celle-ci était basé sur un accord qui permettait aux militaires des pays impliqués d'ignorer les frontières pour perpétrer disparitions forcées, enlèvements, falsifications d'identités, tortures, assassinats...

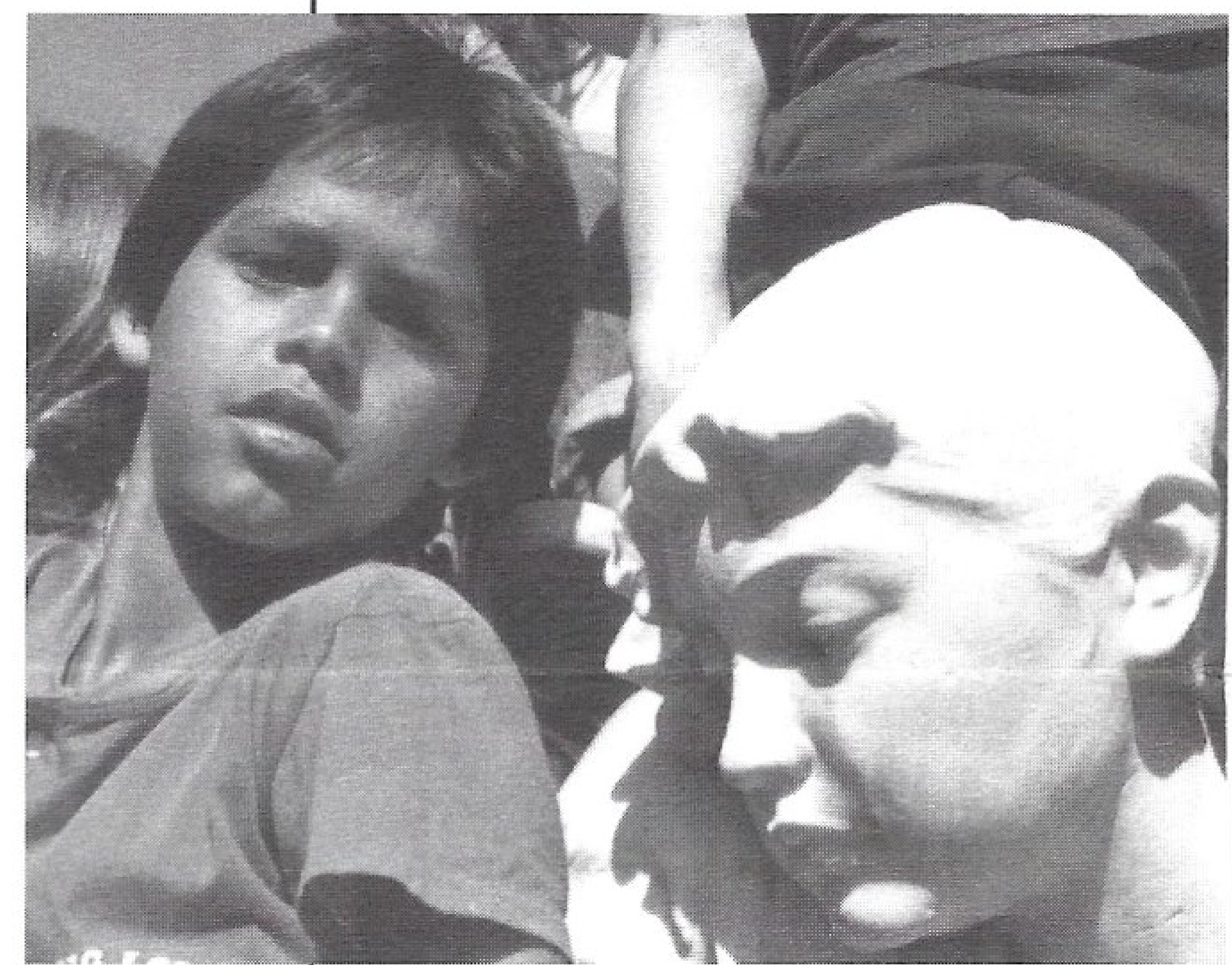
A ce titre, l'histoire du poète et prix Nobel de littérature argentin, Juan Gelman est sans doute la plus connue et elle a l'avantage de terminer bien. Après une recherche de plus de 20 ans, Juan Gelman vient de retrouver sa petite-fille qui vit sous une fausse identité en Uruguay. Elle y est née avant que sa mère prisonnière, la belle-fille de Gelman, ne soit tuée. Son père avait été tué en Argentine avant sa naissance et jeté d'un avion dans les eaux du *Río de la Plata*. Les raisons pour lesquelles une Argentine enceinte a été transportée en Uruguay demeurent obscures à ce jour...

Sara cherche son fils depuis 1982 et semble encore loin du but. Réfugiée de la dictature uruguayenne à Buenos-Aires, son fils Simon a 21 jours lorsqu'elle est arrêtée, le 13 juillet 1976. Sara est détenue dans un centre clandestin de torture pendant 13 jours puis transférée à Montevideo.

Depuis sa libération en 1982, elle et Mauricio, le père de l'enfant, recherchent Simon en Argentine et en Uruguay. En 1986, ils reçoivent l'information suivante: un enfant adpoté, du nom de Gerardo pourraît être leur fils Simon. Ils tentent d'en savoir plus et en 1987 prennent contact avec les parents adoptifs de Gerardo pour les informer de leurs soupçons. Ils sollicitent une prise de sang qui leur permettrait de confirmer ou infirmer l'identité de l'enfant. Sara et Mauricio assurent aux parents adoptifs qu'au cas où Simon serait leur enfant, ils ne leur retireraient pas la garde: Ils souhaitent lui restituer sa véritable identité et établir, d'un commun accord, un régime de visites.

Une piqûre ou un test sanguin?

Afin d'éviter à Gerardo, âgé de 11 ans à ce moment, l'angoisse du doute, ils proposent, de ne rien lui dire, à moins qu'il ne soit confirmé qu'il s'agit bien de leur fils. Si tel n'est pas le cas, tout se résumera à une piqûre pour lui.


Photo: Daniel Caseli

Les parents adoptifs rejetttent la demande de Sara et Maurcio, qui en 89 saisissent la justice. Cette dernière refuse d'obliger Gerardo à faire les analyses sanguines. Un recours est déposé, puis une nouvelle plainte à la majorité de Gerardo. Sans succès...

Après son entrée en fonction, le président Jorge Batlle a sollicité un entretien avec Gerardo qu'il a convaincu de faire analyser son sang. Le vendredi 26 mai, Sara a appris que Gerardo n'était pas son fils. Elle a perdu 13 ans dans une recherche vaine. Mauricio, lui, est décédé en 1991. Combien de Sara et de Mauricio cherchent encore leur enfant?

Nicole Champion
Volontaire GVOM, Uruguay

[1] 1989, 1994 et 1999-2000. De nombreux candidats étant encore proscrits en 1984, ces élections ne peuvent être considérées comme libres.
[2] Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay.

Mobilisation

Costa Rica - un peuple solidaire contre son gouvernement, 17 jours de manifestations contre une nouvelle loi appelée "Combo energético"

Qui a entendu parler des grandes manifestations au Costa Rica en mars et avril de cette année? Qui a pu apprécier la lutte d'un peuple contre son gouvernement? Personne. La presse internationale n'a tout simplement pas été tenue au courant. Et pourtant, ce qui s'est passé est fort en émotions. Jamais je n'aurais imaginé que mes vacances dans ce pays qu'on appelle la Suisse d'Amérique centrale, pays que je commence à connaître d'ailleurs pour y avoir voyagé et travaillé déjà auparavant, prendraient une tournure aussi surprenante.

Le 20 mars 2000, l'Assemblée législative, formée de 57 députés, a approuvé en premier vote (il y en a trois en tout) la nouvelle loi appelée "Fortification et modernisation de l'Institut Costaricain d'Electricité et de Télécommunications (ICE)". Cette loi composée de 259 articles visait entre autre à passer l'entreprise ICE de main d'état en main privée. Mais le peuple a rapidement réalisé les conséquences néfastes cachées dans le texte de cette nouvelle loi. En effet certains articles présentaient un caractère "socialement et politiquement tout à fait incorrect". En analysant de plus près certaines lignes du texte appelé "Combo energético", les représentants du peuple ont découvert que la loi permettrait au gouvernement de manipuler le pays comme bon lui semble et d'en tirer lui seul profit... financier bien sûr: droit d'expropriation des habitants, droit de construction de barrages hydroélectriques dans tout le pays, y compris sur les zones de Parcs nationaux, implications d'entreprises étrangères, licenciements, augmentation des coûts d'énergie et de téléphone, etc.

Le peuple, déçu par la corruption et le manque de leadership émanant de la part de son gouvernement, a décidé de monter sur les barricades et de protester contre la nouvelle loi. Tout a commencé par la grève des travailleurs de l'ICE soutenus et encouragés par d'autres groupes tels que le secteur éducatif, les étudiants, les mouvements écologistes, les agriculteurs, le secteur de la santé, les banques, les hôpitaux, RECOPE (l'unique fournisseur d'essence du pays), les entreprises de bus et de taxis et même l'église catholique.

Costa Rica
Données générales:

Situation:
Amérique Centrale, entre le Panama au Sud et le Nicaragua au Nord.
Surface: 51'100 km².
Population: 3'694'490.
Population urbaine: 50,3%.
Analphabétisme: 5%.
PIB par habitant: $ 6000.
Système politique:
République démocratique.
Président élu pour 4 ans.
Actuellement Miguel Angel Rodríguez, du parti PUSC.
Ressources économiques:
tourisme, agriculture, exportation de matériel électronique.
Ressources naturelles:
force hydraulique.

C'est dire que le pays entier s'est solidarisé pour lutter contre ceux qui sont censés les représenter.

17 jours de manifestations, de barrages sur les voies principales du pays, de blocage du port de Limón, lieu d'exportations des fruits. Quatre étudiants ont même entrepris une grève de la faim. Le gouvernement a tenté de rétablir la situation en envoyant des troupes de police anti-émeute pour "calmer" des gens qui manifestaient pacifiquement. Mais les gaz lacrymogènes, les bastonnades et quelques mises en prison n'ont pas découragé les costaricains. Bien au contraire, la perte de confiance en ceux qui représentent leur pays n'a fait que renforcer la solidarité jusqu'au point de faire craquer le gouvernement.

La discussion qui s'est ouverte le mardi 4 avril à la Cour Suprême entre les députés et les représentants des syndicats, étudiants, mouvements écologistes a abouti à minuit à l'accord commun de retirer ledit Combo durant 150 jours et de créer une nouvelle commission, intégrant cette fois les représentants des divers secteurs de la société, afin d'établir un nouveau texte qui ne visera pas seulement l'unique satisfaction du gouvernement pro-business de Miguel Angel Rodríguez.

La solidarité et la force d'un peuple a su avoir raison d'un gouvernement qui sait à présent qu'il sera bon de réviser à plus d'une fois les pas qu'il entreprendra dans ses futures décisions.

Situation actuelle: Dans sa tête, le président maintient une nouvelle tentative de Combo; à voir s'il se la tapera (la tête) contre les murs prochainement.

Sabine Bruschweiler



Photo: Pascale Kohli

San José, contre le "Combo"

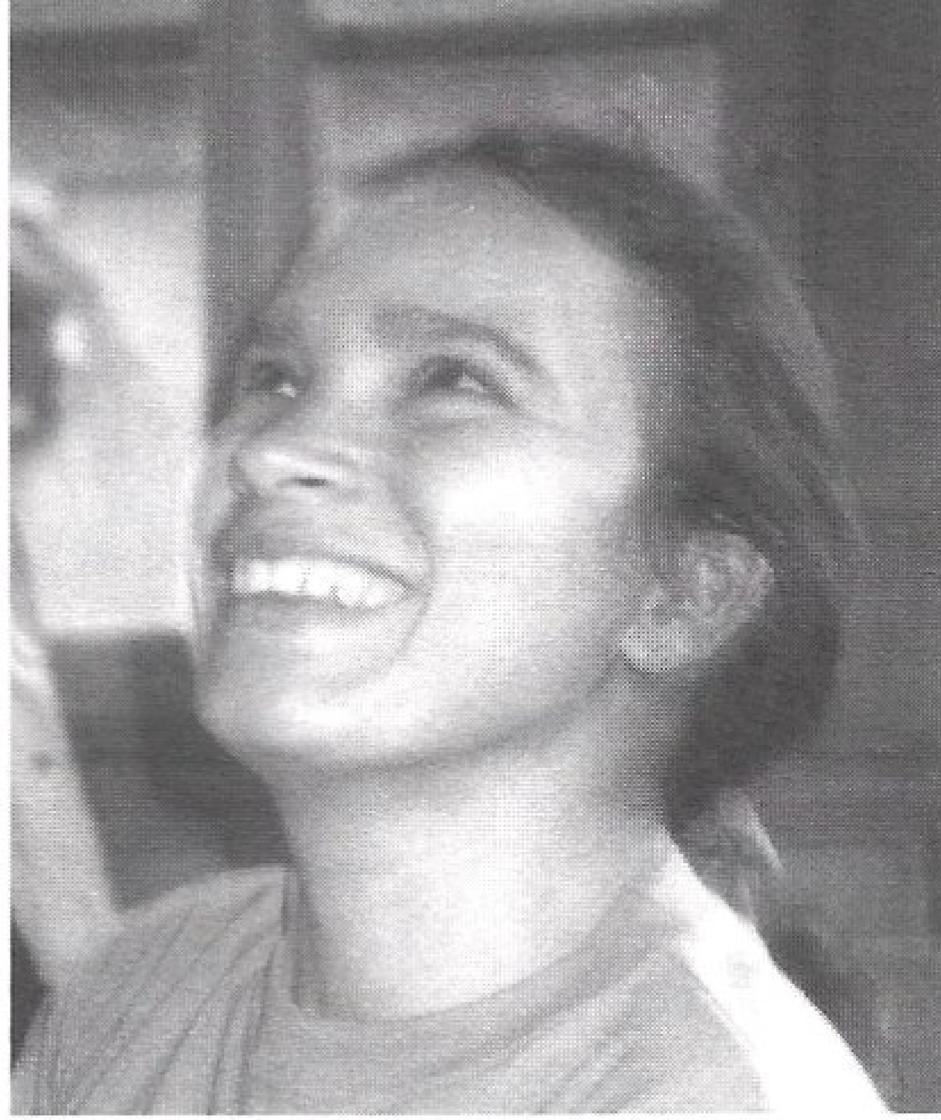
La venue de Milagro "chez nous": un projet d'échange Sud-Nord.

Rivas, village au pied du Chirripo... Le café, la pierre des indiens qui a permis que la pluie vienne éteindre le grand incendie qui a ravagé une partie de la forêt du parc national du Chirripo... C'est de là que vient Milagro Mora Umaña, jeune femme costaricaine. Milagro est en Suisse pour 6 mois dans le cadre d'un échange Sud-Nord avec un partenaire de longue date de GVOM: l'Association Montaña Verde.

Milagro, tu es en Suisse depuis le mois d'avril, par quel biais es-tu arrivée?
Depuis plusieurs années, Montaña Verde accueille des jeunes Suisses en stage. Ils viennent nous aider ponctuellement et nous permettent de réaliser des travaux pour lesquels nous n'avons ni le temps, ni les ressources humaines et matérielles. De ces expériences, nous avons pensé qu'il serait utile qu'un membre de Montaña Verde vienne en Suisse pour un échange du Sud vers le Nord. Nous en avons informé GVOM qui a été d'accord d'entrer en matière.
Je suis donc ici pour connaître la façon de travailler en Suisse dans le domaine de l'agriculture organique et dans le domaine forestier; pour connaître la culture suisse et enfin pour participer au travail de sensibilisation de GVOM en Suisse.

Qu'est-ce qui t'a frappée ces premières semaines?
Je me suis rendu compte que les gens ici avaient des idées fausses sur les pays pauvres. Ils pensent par exemple que les pauvres ne savent rien. Je me suis rendue compte aussi que beaucoup ne savent pas où est le Costa Rica. Il me semble qu'une des grande différence entre ici et le Costa Rica, c'est qu'en Suisse, tout s'achète alors qu'au Costa Rica, on utilise plus les ressources que possèdent les gens. Ici, on achète du compost, on achète des insecticides alors que nous, nous les produisons nous-mêmes.

Comment s'organise ton séjour ici?
Je vis dans une ferme qui pratique l'agriculture organique à Cernier*.


Milagro Mora Umaña Photo: B. Faidutti Lueber

C'est très intéressant de découvrir le planning et le travail dans une ferme biologique. J'ai également pu voir comment les agriculteurs bio sont organisés et comment ils se défendent face au gouvernement.

J'ai suivi un cours de génie forestier dans le canton de Fribourg durant lequel nous avons réalisé des ouvrages forestiers comme des bancs, des constructions d'endiguements de lits de rivières. J'ai pu constater les différences de gestion de la forêt entre la Suise et mon pays.
Au Costa Rica, les bûcherons, lorsqu'ils sortent les arbres importants, détruisent tout ce qui existe autour. En Suisse, les bois de valeur sont exploités sans tout détruire. On donne aussi une grande importance à la régénération naturelle de la forêt ainsi qu'au maintien de la biodiversité de ce milieu.
Ici, la forêt est entretenue dans le but d'améliorer la qualité des arbres. Au Costa Rica, c'est très difficile à faire comprendre aux gens qui ont reboisé une parcelle qu'il est nécessaire d'entretenir et de couper certains arbres pour que les autres grandissent dans de bonnes conditions.
Et puis en Suisse on pense et on donne à la forêt un rôle social, un rôle pour les loisirs.

Je vais bientôt passer plusieurs jours dans une ferme où sont produites et stockées des semences. Pour les pays du Sud, la production et la conservation des semences indigènes est cruciale. Je me réjouis beaucoup de voir comment on procède en Suisse.

Comment penses-tu utiliser ce que tu vois?
Je pense que ce stage n'est pas seulement pour moi mais que je peux adapter certaines choses afin de les utiliser là-bas, à Rivas. Je vais partager mes connaissances avec mes collègues et puis les gens avec qui travaille Montaña Verde. En ce qui concerne la forêt, j'aimerais tester ce que j'ai vu dans une parcelle au Costa Rica, l'expérimenter et l'adapter aux conditions locales pour pouvoir montrer aux gens ce qu'on peut faire dans une forêt naturelle avec une exploitation raisonnable.
Nous devons tous faire attention à la manière dont nous utilisons et entretenons la forêt. Il faut le faire d'une manière respectueuse et penser aux générations futures.

Propos recueillis par Cécile Hétault

Quelques mots de Milagro sur les récentes manifestations au Costa Rica

L'Association Montaña Verde s'est engagée dans des luttes de protestation contre différents projets qui portent gravement atteinte à l'environnement. Nous avons commencé par dénoncer un projet hydroélectrique qui ne tenait pas compte de la géologie et de l'hydrologie de la région, ainsi que de l'aspect social. Nous avons informer la population locale, nous avons publié un bulletin, et nous nous sommes unis à d'autres groupes, (universités, église et autres organisations de défense de l'environnement). Le projet n'a pas abouti.
Dernièrement, nous avons été très actifs lors de la lutte nationale contre le projet de loi appelé "Combo". Il s'agit d'un ensemble de lois dont une partie vise à la privatisation de l'ICE (Entreprises Electriques Costaricaines) et des télécommunications. Pendant 17 jours tout le Costa Rica s'est mobilisé: les étudiants, les syndicats, l'église, les employés d'état, les paysans, les hommes et les femmes. J'ai participé aux manifestations, aux barrages. Le gouvernement a dû revoir sa copie et créer une commission d'étude dans laquelle travaille Pilar, une membre de Montaña Verde.
Le plus important dans cette lutte c'est d'avoir réussi à réveiller les gens, qui se sont unis pour exprimer leur avis et leur désaccord face au gouvernement.

Ramassage des ordures accumulées dans le quartier «Cotravi» (Montevideo-Uruguay).

L'action "ramassage des ordures accumulées dans le quartier COTRAVI" s'inscrit dans un processus de travail et de création de liens de plus d'une année. J'y ai participé en tant que volontaire Eirene, affectée au projet du programme "Apex" (promotion de la santé publique) de l'université de Montévidéo-Uruguay.

Lors de l'une de mes rencontres avec les promoteurs/trices de santé des différents quartiers, l'une d'elles a proposé de concrétiser une journée avec les gens du quartier "Cotravi" pour le ramassage des sacs d'ordures. Ce quartier a été fondé il y a un peu plus d'une année, sur un terrain pris à un privé. Les habitants vivant de manière précaire ont commencé à lui payer une location. Un arrangement juridique fait défaut et la municipalité n'a pas le droit d'y entrer pour le ramassage des sacs d'ordures; c'est pourquoi divers endroits dans ce quartier ont été submergés par l'accumulation des ordures, avec le risque d'un fort développement de maladies.

Pour notre travail, nous avons régulièrement pris contact avec la commission de ce quartier et nous avons également parlé avec plusieurs représentants pour voir leur besoin en matière de santé. C'est ainsi que nous avons décidé de faire également des actions pour vacciner les enfants contre diverses maladies, en collaboration avec une infirmière du service de santé de la municipalité. Les jours fixés pour la vaccination, nous avons fait en même temps, la prévention de maladies, telle que la diarrhée enfantine et les maladies respiratoires. Pour cela, nous avons préparé des ateliers de formation et avons créé des dépliants expliquant les mesures de prévention.

Avant de commencer l'action "ramassage d'ordures" nous avons trouver sage de parler tout d'abord avec la municipalité pour lui demander de mettre à notre disposition un camion et des grands sacs. Vu que le camion ne peut pas entrer sur le terrain privé, nous avons sorti les sacs dans une rue qui se trouve à l'entrée du quartier. Tout s'est déroulé comme prévu, le jour convenu, un couple attendait sur place. Notre équipe d'appui était formée par 4 promoteurs et 3 professionnelles; plus tard 4 adultes (l'un avec son char et son cheval) et 7 jeunes sont arrivés. Trois autres voisins se sont occupés du nettoyage d'un autre endroit, où il y avait moins d'ordures.

Sur la base de cette activité, nous avons discuté de savoir s'il était adéquat que des promoteurs de santé et des professionnelles, ramassent des sacs d'ordures avec les gens du quartier. Cette discussion a été d'une grande richesse, car elle nous a permis de faire une analyse de notre pratique et d'aller plus loin que l'intuitif et l'impulsif. C'est une manière d'améliorer notre travail.

Analysons donc la situation: l'action en elle-même est née à partir du souci de la communauté pour son environnement, et nous avons donné notre appui pour que son initiative voie le jour. Du point de vue éducatif, si nous nous demandons "qui est-ce qui éduque qui ?", nous pouvons dire que par cette action nous nous sommes éduqués les uns les autres, dans un effort commun.

Quelle doit être la fonction de l'éducateur?
"L'Ecole de Formation de Bretagne (France) dira que: "La fonction de l'éducateur est définie essentiellement comme **"faire avec"** et **"être avec"**. **"Etre avec"** demande de la disponibilité. C'est la façon de construire des relations positives... **"Faire avec"** correspond à une fonction d'animation... et à la fonction d'accompagnement, elle peut inclure l'assistance et aller jusqu'à **"faire pour"** dans l'attente que le jeune (*ou ceux qui en ont besoin) puisse le **"faire en utilisant leurs propre ressources"**. L'éducateur doit être **"à l'écoute de"** et donner à chacun le maximum de possibilités de s'exprimer".


Photo: Daniel Caseli

A **"faire avec"** et **"être avec"**, je voudrais rajouter **"penser, analyser avec"**, au sujet de ce que nous sommes en train de faire, ceci fait partie de mon propre apprentissage.

Une autre réflexion résultant de ce travail est que ce qui advient à l'intérieur d'un **"champ déterminé"** peut uniquement s'expliquer à la lumière de ce **"champ"**: nous pouvons donc dire que notre activité a été une expérience unique en elle même, bien qu'il pourrait y en avoir d'autres semblables mais non identiques, puisque les forces en interaction ne seront pas les mêmes (selon la théorie de Lewin). Ce qui est toujours possible c'est qu'une expérience puisse servir d'inspiration à d'autres, qui pourront s'enrichir par la diversité de ceux qu'y participent dans différents processus construits.

Suite...

Notre action de ramassage de déchets a eu plusieurs répercussions:

- Nous avons vu qu'après l'élimination d'un des points d'accumulation des ordures, un voisin a mis une clôture autour, comme signe qu'il ne fallait plus recommencer.
- Les habitants ont spontanément commencé à accumuler leurs sacs d'ordures dans la rue où nous les avons laissés le jour de l'action.

- A un niveau non officiel des discussions ont eu lieu, pour que la municipalité vienne de façon systématique chercher les ordures à cet endroit.

Je ne peux pas dire si les discussions ont abouti à une solution, car je suis partie pendant cette période, mais il y a bien des choses qui ont bougé (bien entendu aussi pour nous). Une petite réussite c'est comme une étincelle qui peut allumer un feu d'espoir. Nous croyons que la multiplication d'actions comme celles-ci peut renouveler les forces de l'esprit et accroître les



Photo: Daniel Caseli

forces pour faire face à des situations de vie très adverses, comme le manque d'eau, d'électricité et le chômage pour ce quartier.

Rosa Muzetti (volontaire Eirene)

*C'est une addition personnelle. (Extrait pris du livre "Hacia la Bùsqueda de una Identidad. Discurso y Pràctica de los Educadores Extraescolares" de Luis Eduardo Moras - Marie Claude Saget Ed.EPPAL - CFEE. Montevidieo 1993).

Expulsion

Pas de danger... pour qui?

A la bourse A Travail (BAT) les animatrices sont sans cesse confrontées à des personnes en train d'être renvoyées ou qui connaissent...

Et cette fois nous sommes touchés plus directement puisqu'il s'agit d'une femme qui nous donne de son temps pour nous aider et de sa soeur. Il s'agit de Mmes Shooshanik et Zakhkanoush Hayrapetian domiciliées à Prilly, près de Lausanne. Ces deux dames sont menacées d'expulsion le 24 octobre. (et en danger).

Après la disparition inexpliquée du fiancé de Zakhkanoush Hayrapétian et la saisie du matériel de "propagande" à leur domicile à Ispahan, elles avaient été interpellées par la police et interrogées sur leurs activités au sein du NID (Gardien de l'Iran Éternel). Elles appartiennent à la minorité arménienne qui de plus est chrétienne. Lors de leur "audition" par la police, elles ont été injuriées, molestées et menacées de mort. Grâce à une aide, elles ont pu fuir l'Iran, via la Grèce, pour arriver en Suisse où elles ont demandé l'asile.

Compte tenu de la situation des minorités par race ou par les opinions en Iran, mesdames Hayrapetian courraient un réel danger si elles étaient renvoyées dans ce pays. Leur appartenance à une minorité arménienne-chrétienne renforce notre inquiétude. Malgré la légère évolution en Iran, il est connu, que par le "Guide Suprême", les intégristes gardent la haute main sur le vrai pouvoir. CARITAS ne ménage d'ailleurs aucun effort pour aider les membres de cette minorité chrétienne. Amnesty International s'occupe également de ce cas.

Mmes Hayrapetian parlent couramment le français et ont chacune, grâce à leur formation professionnelle, un emploi leur permettant de ne pas être à la charge de la société.

La procédure nous paraît injuste (encore une fois...non?) mais tellement "presque" habituelle... A quelques jours près, elles auraient séjourné 4 ans en Suisse, ce qui leur aurait permis de se fonder sur l'art. 44 al.3LA si pour demander une admission provisoire pour cas de détresse personnelle grave.

Il est possible, de toute façon, d'envoyer votre soutien par écrit à M. Claude Ruey, Chef du Département des Institutions et des Relations extérieures, à Lausanne, Le Château.
C'est faux de prétendre que (dans presque tous les cas), que les personnes renvoyées ne risque rien. Et je ne veux pas croire que nos autorités cantonales et fédérales soient assez naïves pour le croire, alors...
Qui élisons-nous?

Pendant ce temps... au cours du mois de juillet à l'ordre du jour du Conseil Municipal de Lausanne... un point à l'Ordre du Jour, qui a pris du temps,... une motion ou quelque chose comme ça... demandait aux représentants socialistes de bien vouloir mettre une cravate et des habits convenables... pour siéger... (séance télévisée par la TV locale lausannoise)

Dans un autre domaine BAT est reparti pour une troisième formation de femmes de ménage pour les requérantes. Cette activité se révèle très utile, comme formation, comme encadrement et pour un bon développement personnel. Mais évidemment le financement ne va pas de soi... La Confédération avait pris en charge la première expérience, l'EPER la seconde. Pour la troisième nous sommes en pleine recherche... Si vous avez des sous... ou si vous savez ou en trouver... alors

Gilbert Zbaeren

Départs - Accueil

Roger Roger Zürcher et sa famille partent en octobre prochain à Sarh (Tchad) pour Eirene. Roger collaborera au projet RAPS principalement dans les domaines de la formation des paysannes et paysans, de la gestion d'un centre de documentation et des caisses de crédit.

Noé GVOM se prépare à accueillir Noé Valladares en automne. Ce cinéaste/vidéaste salvadorien, volontaire GVOM depuis plusieurs années, viendra présenter à différents comme on utilise la video comme instrument de promotion du développement commautaire dans son pays.

Lidia Dans les mois à venir, Lidia Serrano reprendra le flambeau des mains de Anne-Catherine Bickel: sous contrat local avec GVOM, elle continuera le travail de formation et d'animation au sein de l'école de méthodologie de la FUNPROCOOP au Salvador.

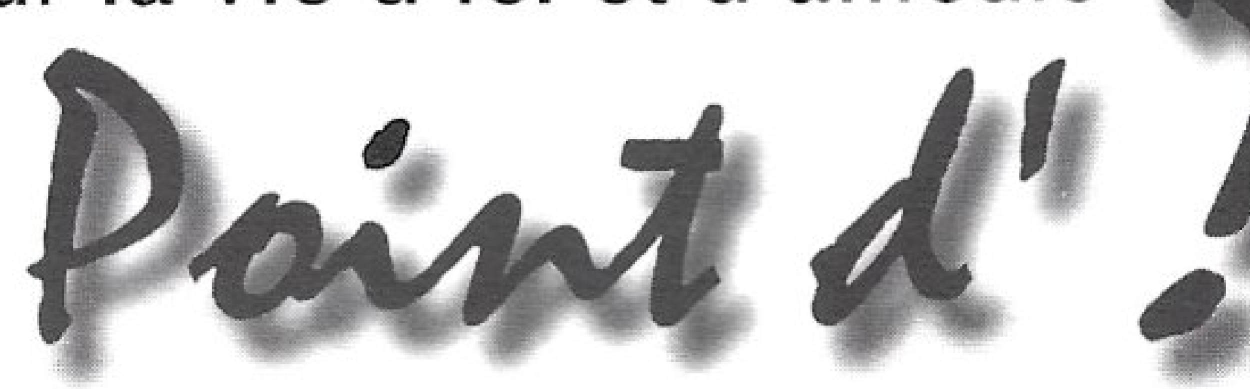
Adriana et Jean-Claude Une petite équipe de chercheurs de l'IREC (Institut de Recherche en Environnement Constuit de l'EPFL) se rendra en septembre à Cuba: Adriana Rabinovich et Jean-Claude Bolay co-animeront avec des représentants d'Habitat-Cuba un forum sur l'introduction d'instruments innovants pour des projets urbains participatif.(GVOM)

André Durant le mois d'octobre André Kohli se rendra au Salvador. Il partagera avec les collaborateurs de la FUNPROCOOP l'expérience dans le domaine des engrais et des pesticides organiques accumulée durant ses années d'engagement comme volontaire (GVOM) au Costa Rica.

Nous refusons l'initiative de limiter à 18% le nombre d'étrangers dans notre pays.

Le 24 septembre, Votez NON

Une réflexion sur la vie d'ici et d'ailleurs



Changement d'adresse
Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminbœuf

JAB 2400 Le Locle

Alain LAMBERT
Cécile HETAULT
Prairie 9
1720 CORMINBOEUF

Adresses

GVOM: B. Faidutti Lueber, Thunstrasse 103, 3006 Berne
EIRENE: N. et F. Godi-Glatz Consulting, Ch. du Franoz 11, 1038 Bercher
Web: www.home.worldcom.ch/gvom
Abonnements: 4 parutions par an: Frs 12.--
Abonnement de soutien Frs 20.--
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz
Ont participé à ce numéro:
Textes: S. Bruschweiler, C. Hétault, N. Champion, R. Muzetti, N. Valladares, G. Zbaeren, B. Faidutti Lueber
Photos: P. Kohli, D. Caselli
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: A. Monard, La Chaux-de-Fonds
Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement
Comptes de chèque: GVOM, CCP Lausanne 10-20968-7, EIRENE, CCP La Chaux-de-Fonds 23-5046-2